

" La gauche française doit proposer un "new deal" aux salariés "

Le penseur britannique Will Hutton, proche du Labour, suggère une autre réforme des retraites



ENTRETIEN

Will Hutton, familier des deux frères Miliband, dont le cadet vient de l'emporter sur son frère dans la course à la tête du Parti travailliste, est un des principaux penseurs britanniques de l'avenir des gauches au Royaume-Uni comme en Europe continentale. Cet ancien rédacteur en chef de l'*Observer*, vice-président du cercle de réflexions The Work Foundation, proche du Labour, vient de publier un livre (*Them and Us, Changing Britain, Why we need a fair society ?*, éd. Little Brown) dans lequel il se penche sur l'architecture d'un nouveau modèle social-démocrate.

Will Hutton, vice-président du cercle de réflexions The Work Foundation. G. DEBLONDE POUR " LE MONDE "

Dans l'entretien qu'il a accordé au *Monde*, M. Hutton appelle les gauches européennes à proposer aux citoyens un nouveau contrat social. Ce francophile juge que le Parti socialiste français a encore du chemin à parcourir pour être " *authentiquement progressiste* ".

Samedi 2 octobre, les Français manifestent de nouveau contre la réforme des retraites. Comprenez-vous ce combat ?

En soi, il n'est pas absurde d'envisager l'allongement de la durée de cotisation alors que l'espérance de vie ne cesse d'augmenter. En Grande-Bretagne, l'âge de la retraite va être porté à 66 ans en 2016. Je suis certain qu'en 2030, ce sera 70 ans. Cela ne peut pas être autrement. Aucun Etat ne peut se permettre de financer un système de retraite quand les gens vivent plus de vingt ans après avoir arrêté de travailler.

Mais Nicolas Sarkozy a une approche purement comptable des choses. Il propose d'augmenter l'âge de la retraite à 62 ans pour des raisons financières, il ne l'inscrit pas dans une réforme plus large.

La France, comme la Grande-Bretagne, a besoin de redessiner son contrat social. J'ai 60 ans, je peux espérer vivre jusqu'à 90 ans. Cela demande de repenser radicalement les choses. La gauche française doit proposer un " new deal " aux salariés. Instinctivement, la droite ne le fera jamais. Elle est enfermée dans son credo : baisser les coûts, les impôts, réduire le rôle et la taille de l'Etat...

Quel serait ce " new deal " ?

Je suis un grand adepte du concept de " flex-sécurité " que développe Ton Wilthagen, professeur à l'université de Tilburg, aux Pays-Bas. D'une part, on constate que la durée de

vie des entreprises ne cesse de baisser. Elle est aujourd'hui de onze ans pour les membres de l'indice boursier S & P 500, quand elle atteignait quarante ans dans les années 1950 aux Etats-Unis. L'Europe connaît le même phénomène. Dans ce contexte, il faut donner plus de flexibilité aux entrepreneurs. Ce qui veut dire un marché du travail bien plus risqué pour les salariés.

En contrepartie, il faut leur donner la chance d'être les auteurs de leur propre vie entre 20 et 70 ans.

Comment y parvenir ?

Il y a trois voies à explorer. La première, c'est de transformer l'assurance chômage en assurance emploi. Quelqu'un qui veut changer de carrière, par exemple, doit pouvoir se former, ou prendre un congé sabbatique pour profiter de la vie tout simplement. Il doit pouvoir s'arrêter de travailler en sachant qu'il touchera une bonne partie de son salaire pendant deux ans par exemple. On ne peut pas envisager de travailler cinquante ans d'affilée sans imaginer ces périodes de transition.

La deuxième, c'est évidemment d'assurer une formation tout au long de la vie. Le système universitaire français est très faible, les formations n'y sont pas assez performantes. Il faut investir massivement dans l'éducation.

Enfin, comme Roosevelt l'a fait dans les années 1930 aux Etats-Unis, l'Etat doit être l'employeur en dernier ressort. Dans les régions déshéritées, où le secteur privé est défaillant, il doit prendre la relève.

L'Europe et les Etats-Unis ont-ils les ressources nécessaires pour relever un tel défi ?

Je ne crois pas au déclin de l'Ouest. Nous sommes, et nous serons de plus en plus dans une économie de la connaissance. Je peux vous parier que d'ici à 2040, en France, plus de la moitié de la population aura un diplôme de l'enseignement supérieur. Les technologies de l'information et de la communication changent tout. Aux Etats-Unis, 60 % des entreprises industrielles se font désormais appeler " *manuservice companies* " au lieu de " *manufacturers* ". C'est sur les services qu'elles proposent après la production qu'elles gagnent le plus d'argent.

On peut prévoir qu'il y aura au XXI^e siècle entre 16 et 20 sauts technologiques qui vont révolutionner le paysage économique, c'est-à-dire plus que sur les 550 dernières années. Incontestablement, des pays comme la France seront les acteurs de ce nouvel écosystème. Cela signifie que des métiers deviennent obsolètes. Il faut gérer ces nouveaux risques. Ce n'est pas une menace, mais une chance. C'est l'énorme boulot qui attend la gauche européenne pour les trente prochaines années.

La gauche française est-elle équipée pour une telle tâche ?

Malheureusement, le poids qu'a eu le Parti communiste en France complique les choses : les socialistes ont du mal à penser par eux-mêmes. Ils ne sont pas capables de se poser la bonne question. A savoir : **comment construire un bon capitalisme, qui satisfasse les Français**. La gauche française, certainement la plus ancrée à gauche en Europe, est trop utopiste. Elle a pourtant les valeurs les plus sûres mais elle semble incapable de les transposer dans un programme de gouvernement.

Est-ce un problème de leadership ?

Le Parti socialiste compte de vrais talents. Michel Rocard en est un, incontestablement. Dans la nouvelle génération, Dominique Strauss-Kahn, à la tête du Fonds monétaire international (FMI), et Pascal Lamy, à celle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), font un boulot remarquable. Tous deux se posent la bonne question : comment moderniser l'architecture du vieux capitalisme ? Vous devriez les réimporter en France ! Cela vous permettrait de passer d'un socialisme trop abstrait à une social-démocratie authentiquement progressiste.

Par ailleurs, MM. Strauss-Kahn et Lamy ont l'avantage de rassurer l'électorat centriste, nécessaire à la victoire électorale, comme Tony Blair et le New Labour l'ont fait en leur temps.

Cette évolution n'a-t-elle pas été remise en cause par l'élection, le 25 septembre, du nouveau leader du Parti travailliste, Ed Miliband ? La presse de droite l'appelle " Ed le Rouge ", et il a proclamé " la fin " du New Labour.

Avec la guerre en Irak, très impopulaire, et l'usure des treize années de gouvernement travailliste, il faut sans doute en passer par une période de répudiation de M. Blair. Plus tard, on réhabilitera son legs : il a lutté pour l'égalité des chances, a renforcé les droits de l'homme, c'est un véritable homme de gauche, qui a donné toute sa légitimité au Labour. Fondamentalement, je ne crois pas qu'Ed Miliband soit très différent de ses prédécesseurs.

Les intellectuels anglais semblent encore moins nombreux que leurs homologues français à accompagner le renouvellement de la pensée travailliste. Comment l'expliquez-vous ?

C'est avant tout un problème d'argent. Les cercles de réflexions de gauche ont un mal fou à se financer depuis la crise. C'est une question d'autant plus cruciale que la droite, ici comme aux Etats-Unis, dispose de beaucoup d'argent. Les clubs de réflexion de droite sont très agressifs. Je redoute d'ailleurs l'arrivée ici du phénomène Tea Parties, qui mobilise aux Etats-Unis les militants anti-Etat et anti-impôts.

A ce propos, je pense qu'il faudrait rebaptiser certains impôts pour les rendre plus acceptables. Par exemple, les charges sociales, qui financent le National Health Service -

service public de santé - pourraient s'appeler l'impôt " mauvais coups de la vie ". Et si un jour on doit créer une taxe pour la fin de vie, on pourrait parler d'une cotisation " joie d'être vieux ".

Propos recueillis par Virginie Malingre (Londres, correspondante) et Olivier Schmitt (envoyé spécial)

© Le Monde

◀ [article précédent](#)

Attentat meurtrier pendant la fête...

[article suivant](#) ▶

Retraites : les syndicats tablent sur...